

j'ignore s'il l'est,—ne voulait pas du tout entendre parler de cette route. Il déclara qu'il serait disposé, bien qu'il ne fit aucune proposition, à construire une voie ferrée à partir de la tête du canal Lynn, et cela à des conditions beaucoup plus favorables. MM. Mackenzie et Mann en auraient fait autant, mais nous répliquâmes : Non, nous ne pouvons pas accueillir aucune proposition de ce genre.

L'honorable M. MILLS : Ces hommes, sans doute, auraient construit le chemin moyennant une subvention moins considérable, à partir de la tête du canal Lynn qui n'est pas sous notre contrôle ou juridiction, et d'où nous pourrions être exclus en n'importe quel temps. Quant à ce qui concerne cette voie ferrée, celui qui prétendait agir au nom des Rotchild eut l'intention de faire une offre au Gouvernement. Celui-ci retarda l'étude de la question afin de lui donner l'occasion de la faire, puis, plus tard, il vint nous trouver et déclara que ses amis de Londres n'étaient pas disposés à faire une proposition.

L'honorable M. MASSON : Alors le Gouvernement n'a pas reçu d'offre pour la construction de ce chemin moyennant cinq mille acres de terre ?

L'honorable M. MILLS : Pas pour ce chemin. On peut avoir discuté la question avec quelques-uns des membres du Gouvernement, mais aucune offre ne nous fut faite. Ils auraient pu tout aussi bien proposer de construire tout le chemin sur la frontière des Etats-Unis, que de l'établir là, dans les circonstances actuelles.

Ce tracé était le seul que nous pouvions adopter. Le Gouvernement décida que cette route partant de la tête de la navigation sur la rivière Stikine et pénétrant dans cette région, était la seule qu'il pouvait entreprendre de construire, parce que c'était la seule dont il avait, à l'heure qu'il est, le contrôle.

Nous étions prêts à recevoir les offres de ceux qui représentaient de riches institutions anglaises, mais lorsqu'ils se furent mis en communication avec les capitalistes d'Angleterre, ceux-ci refusèrent d'avoir rien à faire avec leur proposition. Après avoir retardé de conclure un contrat dans le but d'assurer la construction de ce chemin de fer, et cela pour fournir à ces

personnes l'occasion qu'elles cherchaient, elles vinrent à nous à la fin et dirent qu'elles n'avaient pu réussir dans leur démarche.

L'honorable M. LOUGHEED : Ce qui vient de tomber des lèvres de l'honorable chef de la droite dans cette Chambre prouve, permettez-moi de le dire, de la manière la plus concluante, suivant moi, que le Gouvernement avait amplement le temps de recourir à la publicité pour demander des soumissions.

L'honorable M. MILLS : Non, tel n'est pas le cas.

L'honorable M. LOUGHEED : Si ces messieurs avaient suffisamment le temps d'entrer en négociation avec les Rothschild de Londres, de refuser les ouvertures qui furent faites, s'il leur fut possible de discuter les diverses phases de la question quant au point de savoir si ce chemin devait être construit à partir de la tête du canal Lynn, ou de la tête de la navigation sur la rivière Stikine jusqu'au lac Teslin, alors assurément ils avaient pleinement le temps de recourir à la publicité pour demander des soumissions à propos d'une entreprise aussi importante.

L'honorable M. MILLS : Pas du tout.

L'honorable M. LOUGHEED : Alors tout ce que je puis dire c'est que ce Gouvernement est beaucoup plus lent que je ne le croyais. J'ai compris que ce Cabinet était composé d'hommes d'action prenant rapidement une décision, qu'ils devaient manifester beaucoup de détermination dans l'administration des affaires publiques, qu'ils devaient bien utiliser le temps mis à leur disposition. Mais non, voici une entreprise publique qui, l'automne dernier, tout le monde le sait, était pratiquement sur le point d'être exécutée—du moins il était bien connu que ces travaux seraient commencés—et bien que nous ayons vu le ministre de l'Intérieur se rendre à Skagway, et que nous ayons été régales d'une discussion de cette question par la presse du pays, rien ne fut fait. Je me rappelle très bien avoir lu le compte rendu d'une conversation qui fut échangée entre certains représentants de journaux et le ministre des Chemins de fer au sujet de la